



LES CAHIERS « HISTOIRE DE... »
NOVEMBRE 2013

HISTOIRE DU VILLAGE : DE L'EXODE RURAL AUX PASSIONS RESIDENTIELLES

Fabrice Escaffre, Maître de conférences en Aménagement et Urbanisme à
l'Université de Toulouse-Le Mirail

Edité par la Mission Agrobiosciences
D'après la conférence « Histoire du village », co-organisée le vendredi 15 février 2013
par la Mission Agrobiosciences et la Société d'Etudes du Lauragais.

www.agrobiosciences.org

Mission Agrobiosciences
Enfa BP 72 638
31 326 Castanet-Tolosan
Tel : 05 62 88 14 55



HISTOIRE DE....

Conçu par la Mission Agrobiosciences, « Histoire de... » est un cycle qui se propose d'éclairer, par l'histoire, les questions qui se posent dans le champ de l'alimentation, de l'agriculture et des territoires. Non pas pour en exalter le passé en entretenant la nostalgie d'un paradis perdu mais, tout au contraire, pour mieux comprendre les enjeux actuels. En remontant ainsi le fil de l'histoire, ce cycle cherche à retracer les évolutions et à identifier les ruptures successives – technologiques, économiques, politiques ou culturelles – qui sous-tendent nos relations contemporaines au monde rural et à l'alimentation.

Cette rencontre d'Histoire de... a été co-organisée à la bibliothèque de Nailloux le vendredi 15 février 2013, par la Mission Agrobiosciences et la Société d'Etudes du Lauragais.

Contact : Lucie Gillot, Mission Agrobiosciences
lucie@agrobiosciences.com

LE VILLAGE : LA FIN D'UN MYTHE ?

Dans un ouvrage publié en novembre 2012, le sociologue Jean-Pierre Le Goff le dit sans détours : on assisterait, désormais, à la « *Fin du village* »¹. Le village, hier symbole d'une ruralité française et d'une manière de vivre ensemble, aurait disparu. Il ne ressemblerait plus en rien à ce qu'il fut par le passé.

Il est vrai que l'espace rural s'est profondément modifié en un siècle. Hier déserté, il se repeuple aujourd'hui à la faveur de vagues d'installation successives. Signe majeur de ces transformations, l'émergence de nouveaux espaces tels que les zones pavillonnaires ou péri-urbaines. Des lieux qui bousculent les représentations que l'on se faisait du vieux couple ville-campagne et qui cristallisent nombre de critiques.

Besoin de tranquillité, envie de se mettre au vert, de rompre avec le modèle urbain, quels ont été les motifs d'installation dans ces espaces ? Comment ont-ils évolué ? Et quelles ont été les répercussions - économiques, sociologiques, culturelles, mais aussi sur l'habitat... - de ces vagues d'installation dans les communes rurales ?

En remontant le fil de l'histoire, la Mission Agrobiosciences a voulu interroger la manière dont on regarde, souvent depuis la ville, les espaces ruraux. Sommes-nous véritablement à l'heure de la fin du village ? Ou est-ce un mythe ?

¹ On peut en lire une présentation à cette adresse :
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_articlle=3492

L'INTERVENANT

FABRICE ESCAFFRE

Fabrice Escaffre est géographe, Maître de conférences en Aménagement et Urbanisme à l'Université de Toulouse-Le Mirail. Il est également membre du Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités Sociétés Territoires - Centre Interdisciplinaire d'Etudes Urbaines (LISST-Cieu), UMR 5193. Dans ses recherches, il s'intéresse aux transformations des modes de vie et de l'action publique. Accordant une place centrale dans ses travaux aux questions liées à l'habitat, il a conduit plusieurs enquêtes de terrain sur les représentations et les manières d'habiter en milieu péri-urbain, notamment à Nailloux. Loin de considérer ces espaces comme des lieux figés, Fabrice Escaffre essaie tout à l'inverse d'y saisir les dynamiques à l'œuvre. Il a récemment publié, sur ce thème, avec Sandrine Bacconnier-Baylet, « *Recompositions récentes dans le périurbain toulousain* » (*Sud-Ouest Européen*, N° 31, Presses Universitaires du Mirail, 2011).

LA CONFERENCE

Mission Agrobiosciences. A la fin du XIXème et au début du XXème siècle, l'espace rural a connu une vague d'exode sans précédent. Les campagnes se sont vidées. Aujourd'hui, la balance démographique est positive : on réhabite les campagnes. Pour quelles raisons, économiques, sociales, symboliques, les a-t-on quittées historiquement ? Quelle serait selon vous la période à partir de laquelle l'inversion de flux démographique s'opère ? Et pourquoi a-t-on finalement réinvesti cet espace ?

Fabrice Escaffre. Commençons par poser une première date charnière : 1930. Pour la première fois dans l'histoire de France, la population urbaine équivaut à la population rurale ; cette dernière n'est plus majoritaire. Lorsque l'on évoque l'espace rural, il ne faut pas oublier que, pendant plus de vingt siècles, l'homme a principalement vécu « à la campagne » et que ceci a profondément marqué notre imaginaire.

A tel point que l'historien Fernand Braudel utilise même l'expression « *ville rurale* » pour désigner les petites villes.

Entre les années 1930 et 1950, le rapport s'inverse : la population urbaine s'accroît et devient majoritaire, tandis que la population des zones rurales diminue. Plusieurs raisons à cela. Les premières sont d'ordre économique. D'un côté, avec la mécanisation, les besoins en main d'œuvre dans les campagnes se réduisent. De l'autre, avec l'essor de l'industrie, les offres d'emplois en ville abondent. Si ces éléments constituent des points clés pour comprendre le poids du phénomène d'exode rural, ils ne suffisent pas à en saisir toute la puissance. Il y a, à ce moment là, dans l'imaginaire, un basculement symbolique : la ville devient le lieu de la modernité. Politiques de reconstruction, création de quartiers entiers... avec les années 1950-1960, les villes changent complètement de visage. Elles font peau neuve. Avec ces

nouveaux équipements, elles deviennent le symbole de la modernisation du pays là où la campagne a des allures archaïques. De fait, quitter la campagne pour la ville, ce n'est pas seulement délaisser le travail aux champs pour pointer à l'usine, c'est aussi prendre part à cet élan moderniste. Tous ces éléments expliquent la puissance du phénomène d'exode rural qui se poursuit jusqu'aux années 70.

Un pied en ville, l'autre à la campagne

A partir de cette date, le flux s'inverse. Les campagnes se repeuplent au gré de plusieurs vagues d'installation. Avec cette singularité : ce retour n'implique pas un départ complet de la ville. Le phénomène a en effet ceci de particulier que la vie de ces nouveaux arrivants se partage entre deux espaces : la campagne, lieu d'habitation, et la ville, espace de travail voire de loisirs. C'est bien la dimension résidentielle qui caractérise ce retour vers les campagnes. De nombreuses évolutions dans le domaine du financement du logement vont ainsi permettre à une partie de la population française de prétendre à l'accès à la propriété, en pavillon notamment. Or ce dernier va principalement s'opérer à la campagne, pour de multiples raisons.

D'un point de vue structurel, cela a été dit, jusqu'à la fin des Trente Glorieuses, l'emploi s'est concentré dans les villes. Mais ce phénomène ne s'est pas limité à l'hypercentre. Très vite, des pôles se sont développés en périphérie, aux franges des zones urbaines. Les logements ont naturellement suivi. Ainsi, un certain nombre de lotissements pavillonnaires ont été construits à la lisière des villes, parfois même en campagne. Cet étalement des zones d'emploi est allé de pair avec le développement des infrastructures de transport. La plupart des grandes autoroutes urbaines, rocades et autres périphériques de contournement datent de cette époque. Le maillage routier s'est densifié ; les transports collectifs se sont ensuite développés. Tout ceci va favoriser l'installation en milieu rural, du fait d'une diminution des temps de transport. Grâce à ces infrastructures, on peut s'éloigner physiquement des centres urbains sans que la durée du trajet domicile-travail ne soit affectée.

On ne peut cependant pas réduire notre rapport à l'habitat et au territoire à la simple question des infrastructures. Ce dernier est pétri de symboles

et largement guidé par la représentation que l'on s'en fait. A cet égard, les années 70 marquent un tournant dans l'image que l'on a de la ville. Il y a tout d'abord un rejet très net du modèle urbain hérité de la période de modernisation et de son emblème, les grands ensembles. Ce mode d'habitat collectif, hier porté aux nues, est vivement critiqué. Dans ce cadre, deux autres modèles vont se trouver fortement valorisés : le patrimoine urbain avec un fort ré-investissement des centres villes et l'habitat individuel avec la figure du pavillon, cette maison dont on peut faire le tour. Très vite, ce dernier va devenir le modèle en vogue.

Le pavillon, symbole de réussite sociale

N'oublions pas, ensuite, que la France est un pays fortement marqué par la ruralité. Certes, la parenthèse de la modernisation a davantage misée sur la ville. Mais bon nombre des individus installés dans ces "nouveaux quartiers" ont une origine rurale ; eux-mêmes ou leurs parents ont vécu à la campagne. On qualifie de « néoruraux », ceux qui sont venus s'installer en campagne à partir des années 70, suggérant que ces individus n'ont aucun lien avec ces espaces. Pourtant la plupart d'entre eux n'ont fait qu'un crochet par les villes. En délaissant le logement collectif pour l'individuel, ils renouent avec les lieux de vie de leurs aînés et les réinventent.

Enfin, dans les années 70, le modèle pavillonnaire et l'accession à la propriété sont des signes de distinction et de réussite sociale. Les premiers à avoir construit leur maison individuelle en campagne étaient principalement des ménages des classes moyennes supérieures. D'autres ont bien évidemment suivis. Quant aux critères d'installation, les enquêtes réalisées à l'époque montrent que, plus que le territoire lui-même, ce sont principalement les aspects financiers qui guident le choix du lieu de résidence. Interrogés sur les raisons qui les ont poussés à s'installer dans ce village plutôt qu'un autre, les résidents expliquent souvent qu'ils ont posé leurs valises là où ils avaient les moyens de construire leur pavillon, parfois plus loin des villes qu'ils ne l'auraient souhaité.

L'idéologie pavillonnaire va d'autant plus se développer qu'une foule de dispositifs facilitant l'accès à la propriété sont alors mis en place. Le « Plan Epargne Logement » apparaît au milieu des années 70 ; le prêt pour l'accès à la propriété en 1977. Tous ces produits financiers permettent à une vaste partie de la population de devenir propriétaire. La massification du retour vers les campagnes et le développement du péri-urbain trouvent en partie leur origine dans l'évolution des politiques du logement et de ses moyens de financement. Certes, des dispositifs ont existé par le passé. La loi Loucheur, adoptée en 1928, visait elle-aussi à favoriser l'accès des classes populaires à la propriété individuelle. Mais pour des raisons diverses, l'affaire a plutôt mal tourné et bien des prétendants à la propriété ont été floués. Par conséquent, pendant longtemps, le pavillon a eu mauvaise presse. S'il retrouve une valeur à l'aube des années 70, c'est au regard du rejet du grands ensembles, du sentiment d'échec des politiques de construction d'habitat collectif et de modernisation de la ville qui leur sont associés.

Bien souvent, pour qualifier ces vagues d'installation, on parle de renaissance des campagnes. Cette terminologie ne doit pas masquer un phénomène complexe où se mêlent différentes représentations du rural, rejet de la ville, idéologie pavillonnaire, et qui se déploie dans un cadre singulier, nouveau à l'échelle de l'histoire : la possibilité pour une frange croissante de la population d'accéder à la propriété.

L'accès à la propriété est, historiquement, l'une des pierres angulaires du retour vers les campagnes. Qu'en est-il aujourd'hui ? Les motivations sont-elles les mêmes ?

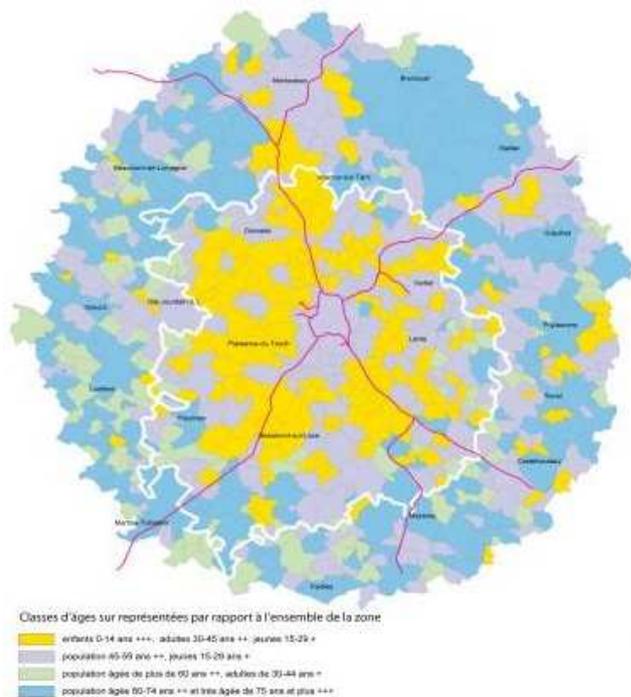
De mon point de vue, les grands ressorts du phénomène n'ont pas changé. Mais on note tout de même des inflexions. Ainsi, depuis quelques années, l'accès à la propriété en dehors des villes se développe tout autant dans les logements collectifs qu'individuels. Il ne se limite plus uniquement au pavillon. C'est un phénomène relativement nouveau et méconnu qu'il nous faut étudier.

Ce qui caractérise aujourd'hui les espaces ruraux et péri-urbains, c'est la grande diversité de leurs habitants. Pendant longtemps, on a considéré ceux-ci comme le lieu d'installation des jeunes couples avec enfants. Il ne faut pas oublier que les vagues de migration ont commencé il y a trente ans. Autrement dit, les « *couples avec enfants* » d'aujourd'hui ne sont plus si jeunes... Tout ceci doit attirer notre attention sur les évolutions des territoires péri-urbains. Comme l'illustrent les documents suivants², ces territoires n'ont cessé de se recomposer au fil des années.

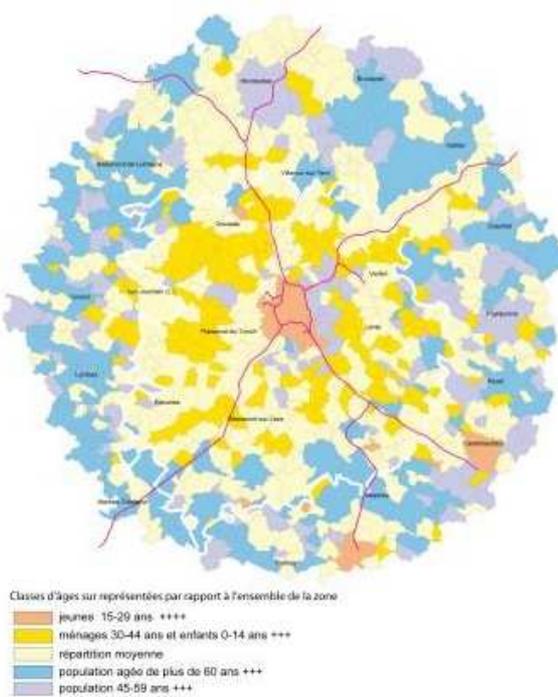
Commençons par le vieillissement. Sur les schémas suivants, nous avons tenté de cartographier les classes d'âge les plus représentées, en 1999 et en 2006, dans un rayon de 60 kilomètres autour de Toulouse. Que remarque-t-on ? En 1999, les 60-74 ans et les plus de 75 ans (en bleu) habitent principalement en périphérie tandis que les plus jeunes – notamment les jeunes couples avec enfants (en jaune) – résident plutôt dans les zones centrales. Sept ans plus tard, en 2006, le contexte a considérablement changé. Globalement, on observe un vieillissement des populations présentes sur ces territoires. Certes, les plus âgées restent majoritaires dans les zones les plus excentrées. Mais parallèlement, du fait d'une raréfaction des terres disponibles, les zones plus centrales n'accueillent plus ou dans une proportion bien plus faible de « *jeunes couples avec enfants* ». Il n'y a guère de renouvellement des populations (en beige, les répartitions moyennes). Les personnes venues en accession vieillissent toutes en même temps ce qui risque de poser, à court-terme, des difficultés.

² Documents de F. Desbordes, "Cartographier l'évolution de la péri-urbanisation autour de Toulouse", in *Recompositions récentes dans le périurbain toulousain*, F. Escaffre et S. Bacconnier (coord.), Sud-Ouest Européen, n°31, 2011

Répartition des classes d'âges de la population en 1999



Répartition des classes d'âges de la population en 2006



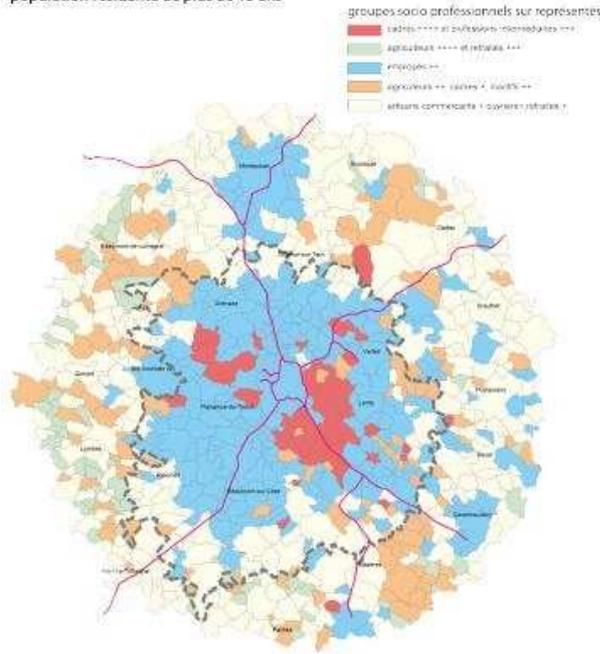
Répartition des classes d'âges de la population en 1999 (à gauche) et en 2006 (à droite)

Qu'en est-il pour les catégories socio-professionnelles ? Sur la même période 1999-2006, on observe de nouveau une forte diversification. En 1999, trois grandes catégories étaient sur-représentées autour de Toulouse : les cadres et les professions supérieures (en rouge), les employés (bleu) et, plus en périphérie, les ouvriers et les retraités (jaune). En 2006, les lignes ont bougé. On le voit, les zones rouges se sont multipliées au centre. En outre, une nouvelle catégorie, signalée en rose, a fait son apparition : les professions intermédiaires. Les employés, quant à eux, se sont déplacés vers la périphérie et sont allés rejoindre une catégorie

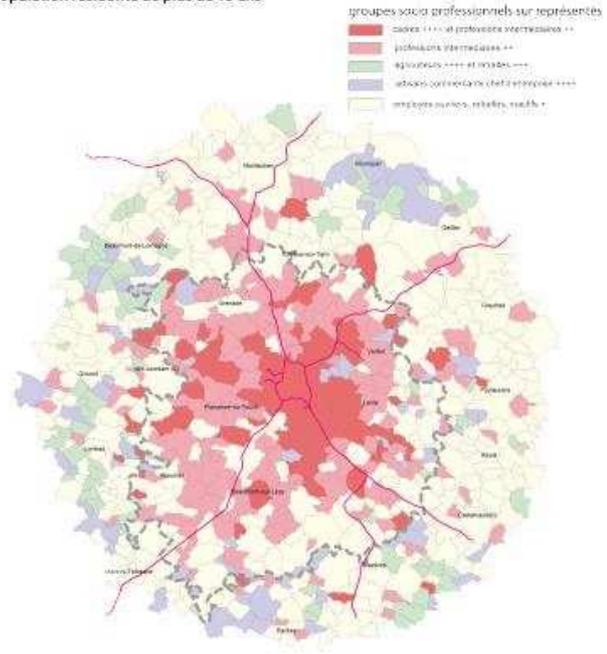
plus large qui intègre également les ouvriers. S'esquisse ici une autre forme de diversification des territoires péri-urbains, liée notamment à l'augmentation des prix du foncier et de l'immobilier durant cette période.

Ces documents montrent bien que les territoires péri-urbains et de campagne sont divers. Non seulement les profils sociologiques (âge, CSP) de leurs résidents sont multiples mais, en outre, ils évoluent très rapidement.

Typologie de la répartition des catégories socioprofessionnelles en 1999
population résidente de plus de 15 ans



Typologie de la répartition des classes socio-professionnelles en 2006
population résidente de plus de 15 ans



Typologie de la répartition des catégories socio-professionnelles en 1999 (à gauche) et en 2006 (à droite).

Habiter la campagne, un choix... subi ?

Deuxième élément significatif, le pavillon ne constitue plus, comme hier, un élément de distinction sociale. Au fil des années, l'accès à ce type de logement s'est démocratisé, banalisant ainsi le mode de vie péri-urbain. A tel point que, selon les dernières études, on cherche désormais à marquer sa différence en habitant... en centre ville. Aux yeux de ses propriétaires, le pavillon n'est plus tant un symbole de réussite et de distinction qu'un habitat fonctionnel, adapté aux évolutions de la vie de famille. Souplesse et malléabilité sont les caractéristiques désormais mises en avant.

Le dernier point concerne la ville. Les habitants des zones péri-urbaines et des campagnes ont un rapport ambivalent à la ville. Elle est tout à la fois le lieu animé où l'on a fait, plus jeune, ses études et cet endroit bruyant, pollué, embouteillé, étouffant que l'on a quitté avec plaisir pour la campagne. Sur la période récente, elle fait l'objet d'un franc rejet. Suite à l'augmentation des prix des loyers et du foncier,

les populations les plus modestes parmi celles pouvant prétendre accéder à la propriété n'ont pas eu d'autre choix que de s'installer là où elles en avaient les moyens, autrement dit à la campagne. Un phénomène qu'a étudié le géographe Lionel Rougé, il y a quelques années de cela. Ces populations, qu'il a nommées « les captifs du péri-urbain », n'ont pas véritablement choisi d'habiter la campagne ; elles s'y sont installées par défaut. Pour repositionner leur trajectoire résidentielle, elles ont tendance à rejeter la ville d'un côté et à survaloriser la campagne de l'autre. D'une certaine manière, la campagne devrait forcément leur offrir cette solidarité et cette convivialité dont la ville les a privés.

L'opposition ville-campagne n'a plus lieu d'être

Tous ces éléments participent d'une forte recomposition des territoires péri-urbains, marquée par une profonde diversification des profils et des représentations associées à ces espaces. On se posait dans les années 70 la

question de la dénomination de ces territoires. Pour quel terme opter : *péri-urbanisation* afin de bien montrer que le phénomène a pour point de départ la ville, qui reste le lieu d'emploi. Ou *rurbanisation* qui, à l'inverse, rappelle que la campagne devient le lieu de résidence.

Ce qui est certain, c'est que, au-delà de ce foisonnement lexical, on peine encore à appréhender ces espaces, alors même qu'ils représentent plus du tiers des communes françaises. La raison est simple : ces derniers sont en perpétuel mouvement. Dès lors, il faut les considérer à la fois comme une réalité installée et un espace qui évolue sans cesse. On pensait que ne s'y développeraient que des formes d'habitat pavillonnaire. Surprise, on voit apparaître, ces dernières années, des formes d'habitat collectif. On croyait que le logement social serait l'apanage des villes ; voilà qu'il se développe dans ces espaces. On classait ces territoires comme des lieux résidentiels ; il s'y crée de l'emploi.

Nous sommes entrés dans une période où l'analyse des territoires ne peut plus se contenter de catégories héritées du passé. Face à toutes ces mutations, nous ne pouvons plus penser ces territoires sous le traditionnel angle des rapports ville-campagne. Les choses doivent être appréhendées autrement.

Il y a un décalage important entre la représentation que l'on se fait de ces espaces et ce qu'ils sont réellement. En conséquence, on peut se demander s'il n'en a pas toujours été ainsi. Le village a-t-il déjà existé ? Et, si l'on regarde vers l'avenir, quels sont les grands défis qui se poseront demain aux communes rurales ?

Le village a-t-il déjà existé ? Je répond positivement. Certes, au regard des évolutions passées, ce terme ne peut plus qualifier à lui seul ces espaces. Pour autant, il continue de faire sens pour les habitants. Ces derniers ne résident pas dans une commune péri-urbaine, ni même dans un bourg, mais dans un village. Le terme conserve un fort sens symbolique.

Qu'en est-il des enjeux prospectifs ? J'en distinguerai quatre. Le premier défi est relatif à la complexité de ces territoires qui mêlent ville, campagne et zone de faible voire très faible densité. Dans une étude destinée à la DATAR³,

³ Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR).

la géographe Laurence Barthe s'est penchée sur le sort des territoires les moins peuplés. Ses travaux montrent que le tourisme tient une place centrale dans l'économie locale, par le biais notamment des résidences secondaires ou de la birésidentialité⁴. Ils illustrent également le fait qu'une partie des habitants travaillent sur d'autres territoires. Au regard de ces données, elle explique qu'on ne peut pas « essentialiser » ces espaces, c'est-à-dire les penser indépendamment des constructions territoriales dans lesquelles ils s'insèrent.

L'enjeu de la réforme des collectivités ? Dépasser la notion de territoire

Cette conclusion m'amène à mon deuxième point. Pour saisir la complexité de ces territoires, il faut changer notre mode de raisonnement et s'intéresser à la question des réseaux. Qu'ils soient autoroutiers, ferroviaires ou numériques, ils structurent un territoire, particulièrement dans sa relation avec les autres. Prenons l'exemple de Nailloux. La commune, rurale, se situe à proximité d'un nœud autoroutier, avec les autoroutes A66, vers Foix, et A61 qui relie Toulouse à la Méditerranée. On peut donc habiter Nailloux, travailler à Toulouse, faire du ski dans les Pyrénées l'hiver et prendre un bain de mer sur la côte méditerranéenne à la belle saison. A partir du moment où vous résidez à proximité d'un tel nœud, vous pouvez être en plusieurs endroits en même temps, et non plus seulement « en ville » ou « à la campagne ». Tout l'enjeu de la réforme des collectivités se joue dans la capacité des politiques à dépasser la notion de territoire au sens géographique du terme pour intégrer celle des réseaux.

Le troisième enjeu concerne le vieillissement des populations et leur prise en charge dans des territoires faiblement habités. La problématique revêt deux aspects. Il y a tout d'abord le fait que, dans les villages qui ont crû massivement dans les années 70-80, les populations vont vieillir en même temps. Autrement dit, les besoins médicaux (en terme de soin) et

Rattachée auprès du Premier Ministre, elle « prépare, impulse et coordonne les politiques d'aménagement du territoire menées par l'État. ». En savoir plus : <http://www.datar.gouv.fr/qui-sommes-nous>

⁴ Fait de résider pour partie de l'année dans un lieu, pour partie dans un autre. Dans le cas présent, à la ville et à la campagne.

d'accompagnement (services à la personne, portage de repas, etc.) vont être démultipliés en l'espace de quelques années. Les communes vont devoir gérer un afflux de demandes et, ce, dans des espaces où la voiture tient une place centrale dans la mobilité des individus. Que deviendront les personnes âgées les plus isolées lorsqu'elles ne pourront plus conduire ? C'est là le second volet du problème. Il n'est pas forcément évident de mettre en place des systèmes d'accompagnement dans des territoires faiblement densifiés. Là aussi, il y a une importante réflexion à mener.

Le dernier élément porte sur les centres bourg. Difficile de valoriser ces lieux lorsque le pôle d'attractivité n'est plus le centre du village, mais la ville. On peine à leur insuffler une nouvelle dynamique. De manière plus générale, tout ceci pose la question de la place de ces territoires dans des constructions territoriales de plus en plus complexes.

DEBAT

Jean Ferras. Il y a une dimension qui n'a pas été évoquée, c'est celle de la communauté. Dans un village, ce n'est pas votre couleur politique qui importe, mais bien le groupe humain auquel vous appartenez. Ma femme et moi résidons à Monestrol depuis plus de trente ans. Nous avons tenté de nous introduire dans les conseils municipaux, sans succès. Aux manettes du village, les leader ship perdurent quelles que soient les positions politiques.

En ville, la situation n'est pas forcément plus ouverte. Certes, la contestation existe. Mais elle s'exerce via les partis politiques ou les grandes institutions qui ont, eux-aussi, leur propre mode de fonctionnement. Rares sont les communes où s'opère la synthèse entre dynamique de groupe et dynamique institutionnelle, où l'on peut voter aussi bien pour le mec du coin parce qu'il est sympathique, que pour le représentant de tel ou tel parti.

D'où ma question. L'augmentation, dans les zones péri-urbaines, des votes extrêmes, ne traduit-elle pas cette difficulté, pour les nouveaux habitants de ces territoires, de se situer, d'entrer dans l'une et l'autre de ces dynamiques ?

Fabrice Escaffre. C'est une question très intéressante. Comme vous l'avez justement souligné, le village renvoie à une référence communautaire, laquelle s'inscrit dans des logiques d'interconnaissance construites sur un temps long. Et il est vrai que les évolutions que connaissent les territoires péri-urbains sont plus moins ou bien acceptées par les élites politiques en place. Que se passe-t-il lors des périodes de basculement, lorsque l'afflux de nouveaux venus est tel que les tenants de cette vision plus ancienne du village ne sont plus majoritaires. Des signes avant-coureurs existent. On le voit notamment au travers de la multiplication des associations de parents d'élèves, non plus une association mais deux, trois... Le plus surprenant est que, bien souvent, les nouveaux venus ne rompent pas avec ce modèle communautaire. Si auparavant, ils critiquaient cette vision portée par les anciens, ils peuvent en devenir les nouveaux représentants, une fois le basculement opéré. Certes, il ne s'agit plus d'un communautarisme hérité du passé mais plutôt d'un communautarisme de type « club », basé sur d'autres caractéristiques comme le niveau social. Quoi qu'il en soit, on réinstalle un forme de gouvernance communautaire.

Vu de la ville, le péri-urbain a toutes les tares...

Venons-en à présent à la question du vote extrême en péri-urbain. Deux remarques. La première tient à l'image même de ces territoires. Du vote FN à la montée de l'individualisme, le péri-urbain cristallise tous les maux dont souffrent nos sociétés. Souvent jugé depuis la ville, il est tout à la fois emblématique du délitement des liens sociaux, responsable du grignotage des terres agricoles, de la destruction de la biodiversité, etc. A mon sens, sur cette question du vote FN, et sans nier le réel, les analyses proposées manquent de finesse. D'ailleurs, l'un de mes confrères se plaît à pointer ce paradoxe : on vote à proximité du lieu où l'on dort. Pourtant, l'évolution des modes de vie fait qu'on y passe peut-être moins de temps que sur notre lieu de travail, dans sa résidence secondaire...

J'aimerais ensuite souligner ceci : nous avons un rapport ambivalent à cet espace. Car, faut-il le rappeler, les politiques du logement françaises n'ont cessé, depuis 150 ans, de soutenir le développement pavillonnaire et l'étalement urbain. Situation paradoxale compte-tenu des critiques dont il est l'objet. De mon point de vue, il est regrettable que cet espace ne soit abordé que sous un angle négatif, au mépris des dynamiques qui s'y déploient.

Mission Agrobiosciences. Il y a un élément que l'on a insuffisamment étayé en introduction de cette soirée. Il nous semblait que le pavillon symbolisait à lui seul cette « fin » du village. Véritable emblème de l'essor des zones péri-urbaines, il est souvent perçu ou décrit comme le lieu où s'affirment les individualités - chacun a un beau pavillon bien séparé des autres. Avec cette idée : les gens qui s'y installent cherchent avant tout la tranquillité et ne participent pas à la vie de la communauté. C'est en ce sens qu'il contribuerait à la disparition du village uni tel qu'il aurait hier existé...

Robert Malbosc. En tant que vieux Naillousien, j'aimerais apporter mon témoignage et répondre à la question posée : le village existe-t-il encore ? A-t-il jamais existé ? Plusieurs ruptures marquent l'histoire du rural. On peut citer, pour commencer, la Première guerre mondiale qui a "suspendu" la vie dans les campagnes. Mais c'est effectivement à partir des

années 50-60 que tout bascule. Comme l'a rappelé Fabrice Escaffre, l'exode rural prend sa source dans l'attrait que suscite alors la ville. Attrait symbolique et économique puisque qu'elle concentre l'emploi.

Mais il y a un autre élément qu'il ne faut pas oublier : l'essor de la motorisation. Prenons le cas du Lauragais. Le travail agricole était pénible. On utilisait, alors, des bœufs pour retourner la terre. L'importance d'une métairie se mesurait d'ailleurs au nombre de bœufs que l'on possédait. Mon père était vétérinaire. Il avait sa clientèle sur le canton. Dans les années 60, en l'espace d'une année, 30 fermes ont cessé leur activité ! Cela signifie que ceux qui y travaillaient sont partis trouver un emploi sur Toulouse.

On vivait en autarcie

La motorisation a en outre considérablement élargi notre espace de vie. Auparavant, on vivait presque en autarcie. Imaginez un peu : pour aller en ville, il fallait pendre un bus qui mettait deux ou trois heures pour rejoindre Toulouse ! Soit un voyage de près de six heures. Dès lors, on se fournissait sur place auprès des très nombreux artisans qui travaillaient à Nailloux. A cette époque, le village existait. C'était une entité.

Reste la question du village aujourd'hui. Je ne partage pas l'analyse de mon voisin de Monestrol. Personne ne dit pour qui il vote dans un village. Mais à la différence des villes, les gens, ici, se regardent et se saluent. Souvent, les nouveaux arrivants mettent un certain temps avant de vous adresser leur bonjour, droit dans les yeux. Nous avons perdu cela, cette qualité du regard. Or le regard, c'est le premier pas vers le reste...

Jean-Claude Ragon. Deux remarques. Tout d'abord, il me semble que le fait pavillonnaire illustre bien la faculté d'adaptation des habitants de notre pays. Il n'est pas évident, lorsque l'on est forcé de travailler en ville, de bien s'y loger ou d'y trouver des espaces de liberté. Habiter en péri-urbain permet de travailler à la ville sans nécessairement y résider.

Ensuite, je trouve que les grandes villes et leurs couronnes monopolisent les réflexions sur le vivre ensemble. D'une certaine manière, on a abandonné les réflexions sur l'aménagement du territoire dans sa globalité ; des efforts doivent être menés sur ce point. Qu'en pensez-vous ?

Fabrice Escaffre. Les villes monopolisent une partie de l'attention pour des raisons démographique – 85% de la population française est urbaine selon l'INSEE – et économique évidentes. On peut déplorer cet état de fait et appeler de ses vœux un ré-équilibre des politiques d'aménagement du territoire.

Personnellement, je préfère regarder les choses sous un autre angle. Ainsi, plusieurs études viennent relativiser cette idée que les territoires ruraux et péri-urbains seraient les « grands perdants » des politiques d'aménagement. A trop regarder les villes et les zones les plus centrales comme des espaces où se polarisent l'emploi et les richesses, on oublie qu'une partie de celles-ci est dépensée ailleurs, dans les territoires ruraux et périphériques. C'est là que bon nombre de ménages vont construire leur maison et faire appel à des artisans locaux. Il existe donc un transfert invisible de richesses entre les territoires, qui s'opère indépendamment des politiques d'aménagement. C'est ce que L. Davezies appelle le phénomène d'économie résidentielle.

Ensuite, je crois que nous devons rompre avec cette idée, héritée du passé, que ce sont les politiques d'aménagement qui sont garantes de l'équité entre tous les territoires. Hier, ces politiques étaient descendantes, de l'Etat vers les territoires. Cette époque est révolue. Désormais, l'Etat n'a plus les moyens de ses ambitions. En témoignent les dernières politiques d'aménagement, caractérisées par leur appui à la compétitivité ou à l'excellence des territoires : elles soutiennent ce qui marche déjà. Voilà pourquoi j'insiste sur le fait que les territoires ruraux et péri-urbains doivent aujourd'hui trouver leur place. La création de SCOT⁵ ruraux comme la multiplication de projets inter-communaux sont autant d'initiatives qui vont dans ce sens.

Plutôt que d'entrer dans des logiques d'opposition marquées par cette idée, fausse, que les villes captent toutes les richesses, nous gagnerions à envisager ces questions sous l'angle de la complémentarité.

⁵ *Schéma de cohérence territoriale.* Document qui détermine à l'échelle de plusieurs communes un projet de territoire mettant en cohérence l'ensemble des politiques (d'habitat, d'urbanisme...) qui s'y déploient.

Un participant. Je voulais apporter un élément à la discussion car il n'a pas été évoqué de manière précise. Il s'agit tout simplement de l'augmentation de la population française, qui a augmenté de 18 à 20 % en 20 ou 30 ans. Il faut bien loger tout ce beau monde...

Fabrice Escaffre. Vous avez tout à fait raison. D'un côté, la population française a considérablement augmenté ; de l'autre, avec l'évolution des modes de vie, le nombre de personnes par logement a diminué. Ces deux phénomènes expliquent la crise actuelle du logement et l'étalement urbain. Faute d'habitation dans les centres, c'est à la périphérie des villes que l'on a construit des logements. Ceci étant dit, les raisons ne sont pas uniquement démographiques. Citons en premier lieu la question du coût. Pour l'Etat, il est bien moins onéreux de faciliter l'accès à la propriété via les prêts à taux zéro que de financer d'autres formes de logements. Dit de manière plus crue : le logement pavillonnaire péri-urbain coûte moins cher à la collectivité que les logements sociaux urbains. A moyen et court termes tout du moins puisque la différence tend à s'inverser avec le temps.

Second élément. Les modèles d'habitat type « grands ensembles » ont échoué. Depuis lors, on peine à trouver d'autres principes pour concentrer et développer l'habitat. Jusqu'à présent, les solutions de logements collectifs ont toujours été jugées trop peu attractives par rapport à ce que propose le pavillonnaire péri-urbain.

Jacqueline Ferras. J'ai été institutrice à Nailloux pendant longtemps. Je me suis souvent inquiétée de l'impact que peut avoir l'éloignement du monde du travail, principalement situé en ville, pour les enfants habitant en milieu rural. Ces enfants évoluent dans un espace essentiellement résidentiel, peu imprégné du monde du travail si ce n'est le boucher ou le boulanger du coin.

Autre interrogation. Dans la mesure où elle place les acquéreurs en situation de précarité financière, l'accession à la propriété n'a-t-elle pas accentuée l'individualisme ? En effet, les générations précédentes, je songe à mon grand-père, n'avaient pas de maison à payer, ce qui leur a permis de militer et de mener des longues grèves. Il n'en va plus de même aujourd'hui.

F.abrice Escaffre. Sur l'éloignement du travail. Les premières lois visant à favoriser l'accès à la propriété pavillonnaire, dès le début du XX^{ème} siècle, ne sont pas exemptes d'idéologie, avec entre différents objectifs celui de déconcentrer la main d'œuvre ouvrière. Ce faisant, on pensait limiter les effets de conscientisation et de solidarité du monde ouvrier. C'est une autre forme d'idéologie qui a servi d'argument pour promouvoir le logement collectif : la proximité spatiale y était présentée comme favorisant le dialogue, pacifiant les relations. Les sociologues ont depuis prouvé que celle-ci pouvait au contraire se traduire par une augmentation des distances sociales et de la conflictualité...

Ensuite, toute une série de travaux à l'instar de ceux d'Antoine Haumont⁶ ont montré que « l'aliénation » par le pavillon n'était guère plus forte que par le logement collectif. En pavillon, les individus peuvent avoir une emprise sur leur environnement immédiat. Le bricolage, le jardinage, tous ces divers travaux d'aménagement, contribuent à s'approprier un territoire, à s'y inscrire.

Venons-en à la question de la jeunesse. N'oublions pas que le péri-urbain a longtemps été synonyme d'installation des jeunes couples avec enfants. Pourtant, peu de travaux portent sur les enfants et leurs modes de vie. Seule la question de la scolarité a bien été étudiée. Qualité de l'offre éducative à proximité du lieu de résidence, variabilité des temps de transport entre l'école et le domicile, sont quelques-uns des aspects observés. Ce que l'on peut dire, c'est que les choses varient considérablement selon les revenus des parents. Certains d'entre eux ont la possibilité d'organiser leur temps de travail ou de rémunérer quelqu'un pour aller chercher les enfants à l'école et ainsi réduire le temps d'accueil péri-scolaire. De même, ces ménages ne seront pas contraints par la distance et les frais de carburants pour tout ce qui concerne les loisirs. A l'inverse, pour les ménages les plus modestes, il est évident que la question de l'éloignement va peser lourd dans les choix de scolarité et limiter l'offre culturelle.

Ces différences sociales sont plus ou moins marquées d'un territoire à l'autre. Certaines

communes disposent d'une offre éducative qui n'a rien à envier aux villes. Avec l'afflux de jeunes générations en péri-urbain, les besoins en matière d'éducation ont augmenté dans ces territoires là où le nombre d'enfants scolarisés a parfois diminué dans les centres villes.

A 4,5€ le litre, j'arrête

En ce qui concerne l'endettement, plusieurs choses peuvent être soulignées. Au regard de la hausse spectaculaire des prix de l'immobilier et du foncier, il n'est pas forcément « économiquement rationnel », d'un point de vue strictement financier, d'acheter un pavillon. Entre le coût du crédit, les intérêts, auxquels s'ajoutent les frais de déplacement, le bilan n'est pas toujours positif. Dans ce cadre, les ménages les plus pénalisés sont malheureusement les plus modestes. Faute de moyens financiers, ils se trouvent souvent les plus excentrés, les plus éloignés des villes. Non seulement se déplacer leur coûte cher mais, en outre, rien ne dit qu'ils pourront revendre leur bien avec une bonne plus-value du fait de leur éloignement.

Des chercheurs se sont intéressés à l'impact des frais de déplacement – le coût du carburant – sur les trajectoires résidentielles. Quel est le prix limite au-delà duquel les ménages finissent par renoncer à habiter en péri-urbain ? Les simulations atteignent des sommets. Les familles aux revenus élevés déclarent être prêtes à déboursier 4,5€/litre. Elles préfèrent rogner sur le budget consacré à l'alimentation ou aux loisirs plutôt que de renoncer à leur pavillon. Même constat pour les ménages modestes. C'est dire tout l'attachement au pavillonnaire, parfois au prix d'un aveuglement financier.

*« Si tu travailles pas,
tu resteras au cul des vaches »*

Robert Marconis, géographe. J'ai beaucoup apprécié les propos de Fabrice Escaffre. Permettez-moi de replacer cette question du village dans la durée. L'exode rural, disons l'entre deux guerres et les années 80, a été un phénomène massif, très fort. A l'époque, se diffuse une image extraordinairement négative du rural et de la campagne : on réussit en partant à la ville. « *Si tu ne travailles pas, tu resteras au cul des vaches* ». Voilà ce que disaient les instituteurs à leurs élèves, pour les motiver.

⁶ L'habitat Pavillonnaire. Antoine Haumont ; Marie-Genevieve Dezes ; Henri Raymond ; Nicole Haumont Harmattan, 28 Mars 2001

Comment expliquer une telle image ? Vivre à la campagne, c'était subir le contrôle social et familial. Dans le sud-ouest des années 50, les métayers refusaient de céder leurs terres à leurs fils si ceux-ci achetaient un tracteur. La modernisation agricole ne s'est pas faite sans heurts. Et puis, cela a été dit, on vivait en autarcie. Les exploitations généraient peu de richesses. L'économie était pour majorité une économie de troc : on allait vendre un poulet pour acheter un cartable ou des chaussures au gosse au moment de la rentrée. La ville, a contrario, c'était la liberté. La liberté et la solidarité. Nul contrôle familial et social pour entraver les actions. Le village, du fait de ses contraintes, était vécu comme le lieu de l'isolement et de la solitude. Pour s'en rappeler, il faut se replonger dans la littérature et le cinéma de l'époque. 1950 : les campagnes se vident. Ceux qui restent ont le sentiment d'avoir été marginalisés. Eux-aussi veulent être modernes. On vend la table et la vieille armoire en chêne pour acheter des meubles en Formica. La modernisation agricole est aussi sociale.

Le choc des cultures

Arrivent les années 70 et la première vague d'installation. Deux populations se font face : d'un côté, ceux qui sont restés et qui le vivent comme un échec ; de l'autre, les nouveaux arrivants. Ces derniers sont porteurs d'une autre image de la ruralité ; ils arrivent avec un nouveau modèle d'organisation. Ces deux visions vont s'entrechoquer et générer des conflits extraordinaires.

Cette bascule est encore palpable dans les communes péri-urbaines tenues « par les anciens », souvent des agriculteurs et qui accueillent de nouveaux arrivants principalement issus des classes moyennes à supérieures. Ces derniers prônent d'autres modes de vie. Mais une fois installés, ils n'ont qu'une idée en tête : pour mieux retrouver les charmes d'une ruralité qu'ils sont en train de réinventer, ils empêchent les autres de venir. Dans les faits, cela se traduit par des refus de permis de construire, des projets d'urbanisation bloqués ou abandonnés, etc. Les agriculteurs, souvent présents dans les conseils municipaux, se voient dans l'impossibilité de mener les projets qu'ils souhaitent ou même de vendre leurs terres. Je vous laisse imaginer les tensions, y compris politiques, que cela induit.

Dans ce cadre, il est intéressant de voir comment les arbitrages se font. Car ces populations installées depuis les années 70 en milieu rural vivent sur deux échelles géographiques distinctes. Elles évoluent pour partie dans les grandes agglomérations, siège de la vie professionnelle, haut lieu de distraction, et pour partie en zones péri-urbaines. Dans ce cadre, elles éprouvent le besoin de « refabriquer » de la ruralité, en invoquant la tradition, en retapant de vieux bâtiments. Elles réinventent un patrimoine rural qui n'a, souvent, culturellement jamais existé. Chemin faisant, on idéalise la campagne, le bio, la qualité, etc... L'imaginaire autour de ces questions est d'une extrême richesse et tranche singulièrement avec la manière dont on se représentait la ruralité dans les années 50.

J'ajouterai qu'en ville aussi, les lignes bougent. A l'heure où tout un chacun est relié en permanence au monde grâce à Internet, les individus montrent une volonté de s'enraciner, de renouer du lien social via les repas de quartiers, les nouvelles convivialités.

Fabrice Escaffre. Cette question d'une ruralité réinventée est très intéressante. Lorsque l'appareil de production pavillonnaire se met en place dans les années 70, on nomme ces lotissements... les nouveaux villages. La ruralité se réinvente par emprunts successifs, en s'inspirant de ce qui préexistait à la campagne comme à la ville. Elle est marquée par les modes de vie de ses habitants qui ont un pied dans les grandes agglomérations, l'autre dans les petites bourgades. Voilà pourquoi nous devons dépasser l'approche ville-campagne et penser les choses en termes de réseaux, de multiplicité des échelles. Avec cette difficulté : ces territoires sont en perpétuel mouvement.

Au fil des vagues d'installation, les nouveaux venus sont arrivés avec leur représentation du village, leur projet de vie. Et après avoir imposé leur modèle, ils ne voulaient plus que les choses changent. Ils ont cependant échoué. Les dynamiques économiques et sociales qui portent le péri-urbain sont telles qu'elles mettent en difficulté l'ordre établi. Ces territoires bougent toujours et encore.

Nous vivons une période d'extrême accélération des changements sociaux

Il y a par ailleurs un élément à prendre en compte : nous vivons une période d'extrême accélération des changements sociaux. Au fond, pendant longtemps, les enfants vivaient comme leurs aînés. A partir des années 60, la situation se modifie. Une première rupture apparaît entre les enfants et les grands-parents. Puis, dans les années 80, le fossé se creuse entre les modes de vie des enfants et de leurs parents. Aujourd'hui, on relève des différences au sein d'une même génération. Nous sommes faces à des évolutions rapides, improbables, difficiles à anticiper. Penser les dynamiques territoriales constitue désormais un vrai défi. Pour s'en convaincre, il suffit de relire les exercices de prospective réalisés il y a dix ans. On pensait, alors, faire de la prospective à quinze ans. Les scénarios apparaissent pourtant incroyablement datés.

Un participant. Habitant Montesquieu-Lauragais, je reçois régulièrement Couleurs Lauragais, ce magazine qui relate l'actualité du Lauragais⁷. Il y a un réel effort de communication de la part des communes qui se regroupent et tentent de valoriser ce qui est fait sur leur territoire. Dans quelle mesure ce type de démarche influence le sentiment d'appartenance à un territoire qui dépasse les frontières du village ? Je songe par exemple au Lauragais ou au Pays Cathare, ces projets inter-communaux qui portent une identité forte.

Fabrice Escaffre. Votre interrogation est emblématique de ce qui est en train de se jouer. L'identification à tous ces territoires apparus récemment est encore relativement faible. Dans nos représentations, la commune, le village au sens politique gardent une place prépondérante. Il est vrai que l'Etat français a toujours protégé les communes. Les Communautés de Communes, les Pays, les Scot n'ont pas été créés au détriment de celles-ci. L'Etat a préféré multiplier les édifices territoriaux. Tout ceci ne facilite pas les constructions identitaires à des échelles autres que le village, d'autant plus que ces édifices demeurent très institutionnels.

Rien ne ferait donc sens en dehors du village ? Certains éléments topographiques ou paysagers peuvent caractériser un espace : les coteaux « du Lauragais », le vignoble « de Bordeaux », etc. L'identification à un territoire dépend en grande

partie de la logique qui a accompagné son élaboration. Si celui-ci est le fruit d'un ré-équilibre de forces politiques, sans autres réalités territoriales tangibles, il sera difficile de s'y reconnaître.

Lorsque l'on approfondit un peu cette question de l'identité, on remarque qu'elle ne se limite pas à un seul et unique lieu. Certes, le local (la commune) reste l'échelle la plus valorisée. Mais elle est replacée dans un ensemble plus vaste. Depuis plusieurs années, on voit en effet émerger un sentiment de multi-appartenance : « j'habite ici mais je suis originaire de... », « je vis aussi... », etc. Cette pluralité des lieux d'appartenance complexifie encore un peu plus les choses.

Je terminerai par un exemple. Nous sommes en lien avec des élus du péri-urbain qui souhaitent repenser la centralité de leur commune. Où se situe-t-elle ? Est-ce la mairie ? La place de l'église ? Nous avons interrogé les habitants. Ceux-ci donnent souvent comme élément de réponse un lieu situé sur... la commune voisine. Parce que les enfants y sont scolarisés, que la plupart des services s'y trouvent, etc.. Cela montre bien que ce qui symbolisait hier ces communes – le clocher, la mairie – ne fonctionne plus désormais. Les choses ont considérablement évolué.

**EGALEMENT PUBLIE
PAR LA MISSION AGROBIOSCIENCES**

Il n'y a plus de césure ville-campagne,

Un exposé de Jean Viard, sociologue.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3433

La ruralité, un laboratoire interculturel

Un exposé de Patrick Denoux, Professeur de Psychologie interculturelle

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3436

La commune rurale ne grandit pas. Elle se remplit, elle devient obèse

Un exposé de Gérard Tiné, plasticien

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2519

⁷ Voir le site du magazine :
<http://www.couleur-lauragais.fr>